



Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

MARCHE N°

Cadre réservé au pouvoir adjudicateur

Objet :

Acquisition de chambres climatiques et des prestations associées
(Installation, mise en service et formation)

Pouvoir Adjudicateur

INRAE, Centre Nouvelle Aquitaine Bordeaux

71, avenue Edouard Bourlaux

CS20032

33882 VILLENAVE D'ORNON Cedex

N° SIRET: 180070039 01274

Réf PLACE : INRAEBDX133225002

SOMMAIRE

1.	OBJET	3
2.	TYPE DE PROCEDURE.....	3
3.	DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS.....	3
4.	VARIANTES.....	3
5.	PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	3
6.	CONTENU DES PRESTATIONS	3
6.1.	Garantie	3
7.	DURÉE DU MARCHÉ (OU DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DU MARCHÉ)	4
8.	LIVRAISON, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS.....	4
8.1.	Délais de base	4
8.2.	Prolongation des délais	4
9.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
9.1.	Adresse de livraison :	4
9.2.	Stockage, emballage et transport.....	5
9.3.	Conditions de livraison	5
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
11.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS	6
11.1.	Prix du marché.....	6
11.2.	Echéancier de paiement.....	6
11.3.	Modalités de paiement	6
12.	AVANCE	7
13.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	8
14.	GARANTIE	8
15.	PENALITES	8
16.	LITIGES.....	8
17.	DEROGATIONS.....	8
18.	ANNEXE : PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	9
18.1.	Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants.....	9
18.1.1.	Conformité au RGI	9
18.1.2.	Conformité au RGAA	9
18.1.3.	Conformité au RGS	9
18.1.4.	Conformité à la PSSIE	10
18.1.5.	Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD	10
18.2.	Engagement du titulaire.....	10
18.2.1.	Obligation de sécurisation des données.....	10
18.2.2.	Sécurisation des prestations et du Système d'Information	11
18.2.3.	Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle.....	11

1. OBJET

Acquisition de chambres climatiques et des prestations associées (Installation, mise en service et formation).

2. TYPE DE PROCEDURE

L'accord-cadre est passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre ouvert (AOO) en application des dispositions des articles L2124-1, L2124-2, de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et R2124-1, R2124-2, R2161-1, R2161-3, et R2161-5, du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du Code de la Commande publique.

3. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS

Les prestations se décomposent en 3 lots :

Lot N°1	Chambre cerisier
Lot N°2	Chambre phytotronique de 4m ²
Lot N°3	Chambre phytotronique de 10m ²

Chaque lot fera l'objet d'un marché séparé.

4. VARIANTES

Les variantes ne sont pas admises.

Le marché comporte des Prestations Supplémentaires (PSE) Obligatoires dont le détail est précisé au CCTP. L'acheteur se réserve le droit de commander à la signature du marché public une ou plusieurs PSE.

5. PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du Marché sont, par ordre décroissant de priorité :

- L'Acte d'Engagement (propre à chaque lot) ;
- Le devis détaillé valant Décomposition du prix Global et Forfaitaire (DPGF) qui constitue L'annexe n°1 à l'acte d'engagement (propre à chaque lot) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières du marché (CCAP) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures et services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, ci-après désigné le CCAG-FCS

6. CONTENU DES PRESTATIONS

Le détail des prestations est indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot.

6.1. Garantie

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la garantie est fixée à 2 ans à compter de la décision d'admission des fournitures et prestations (pièces, main d'œuvre, frais de transport et déplacement inclus).

Le point de départ de la garantie est la date d'admission de la totalité des prestations soit après la réalisation de la formation et la remise des documentations et manuels techniques.

Le détail du contenu de la garantie est indiqué au CCTP.

7. DURÉE DU MARCHÉ (OU DÉLAI(S) D'EXÉCUTION DU MARCHÉ)

La durée du marché se confond avec le délai d'exécution.

Le marché prendra effet à compter de la notification du marché au titulaire (accusé de réception), et jusqu'à l'admission des prestations.

8. LIVRAISON, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU DES PRESTATIONS

8.1. Délais de base

Délai maximum de livraison : 4 mois à compter de la notification.

Délai d'installation, de mise en service des appareils : 5 semaines à compter de la livraison.

Délai de vérification : 1 mois après l'installation.

Délai de garantie : 2 ans à compter de la date de la décision d'admission des prestations.

Délai de remise de la documentation technique : à la date de mise en service.

Délai de réalisation de la formation : à la date de l'installation et de la mise en service des appareils.

8.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

La vérification et l'admission des prestations se feront en application des modalités des articles 27 & 28 du CCAG-FCS.

9. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1. Adresse de livraison :

La livraison des fournitures sera faite à l'adresse suivante :

INRAE

71 Avenue Edouard Bourlaux

33140 Villenave d'Ornon

Le candidat devra impérativement **préciser au transporteur le nom de l'unité** et le bâtiment où doit être livré le matériel :

Lot n°1 : Unité BFP – Bâtiment 25

Lots n°2 et 3 : Unité BFP – Bâtiment 26

Au minimum 8 (huit) jours ouvrés avant la livraison, le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur, afin de convenir d'un horaire de livraison.

Contact Livraison :

Lot n°1 : Madame Aurélie PASTOR – aurelie.pastor@inrae.fr – 06.16.10.36.89

Lots n° 2 et 3 : Monsieur Daniel JUST – daniel.just@inrae.fr – 06.16.13.90.70

9.2. Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables, ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

9.3. Conditions de livraison

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

En tout état de cause, au minimum 8 (huit) jours ouvrés avant la livraison, le titulaire contacte le pouvoir adjudicateur, afin de convenir d'un horaire de livraison. Il adressera un mail en mettant les contacts suivants en destinataires :

Contacts :

Lot n°1 : Madame Aurélie PASTOR – aurelie.pastor@inrae.fr – 06.16.10.36.89

Lots n° 2 et 3 : Monsieur Daniel JUST – daniel.just@inrae.fr – 06.16.13.90.70

La livraison n'ayant pas fait l'objet d'une fixation en lien avec le pouvoir adjudicateur d'un jour et d'un horaire dans le délai imparti ci-dessus ou en cas d'irrespect du lieu, du jour et de l'horaire de livraison convenus avec le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'être non prise en charge et est susceptible d'obliger à re-livraison.

De plus, si elle est effectuée au-delà du délai contractuel maximum de livraison, elle peut donner lieu à l'application de pénalités de retard dans les conditions prévues à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Le titulaire prévoit le personnel et le matériel suffisants pour assurer le transport et les opérations de manutention lors du déchargement jusqu'à l'emplacement indiqué par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la réception de la livraison.

Des contrôles sont effectués au moment de la livraison, après déchargement, par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de sa prise en charge en présence du livreur.

Ils consistent à contrôler la conformité la réalité de la livraison par rapport au bon de livraison, et, le cas échéant, au document de transport, pour détecter les avaries, les manquants ou les excédents.

En cas de manquants, d'excédents ou d'avaries ou de refus du livreur de procéder à un constat contradictoire notamment, la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la prise en charge de la livraison appose toutes observations utiles sur le bon de livraison, et, le cas échéant, le document de transport et signe en indiquant de manière lisible son nom et sa fonction. Le livreur signe également ces documents en indiquant de manière lisible son nom. Un exemplaire de ces documents est remis au réceptionnaire.

En cas de livraison par transporteur, et, ce, en application des dispositions d'ordre public de l'article L.133-3 du Code du commerce, ces observations sont alors confirmées dans les 3 (trois) jours, non compris les jours fériés, au transporteur, par courrier écrit en recommandé avec accusé de réception postal. Une copie de ce courrier et son avis de réception postal sont adressés, après retour de ce dernier sans délai au titulaire.

Par ailleurs un procès-verbal de livraison sera présenté par la personne de l'unité BFP qui réceptionne le matériel au livreur pour signature.

La signature du bon de livraison et, le cas échéant, le bon de transport par la personne chargée par le pouvoir adjudicateur de la prise en charge de la livraison ne préjuge en rien de l'admission des prestations.

10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

A la mise en service du matériel, le titulaire vérifiera le bon fonctionnement du matériel en présence d'une ou plusieurs personnes d'INRAE (vérification d'aptitude), un procès-verbal de mise en service du matériel sera établi.

Après la mise en service du matériel, les opérations de vérification du fonctionnement en service régulier du matériel pourront débuter. La vérification d'aptitude au fonctionnement suppose son utilisation pendant une période d'un (1) mois. La vérification d'aptitude au fonctionnement s'effectuera dans le mois suivant la mise en service (phase de test) à compter de la signature du procès-verbal de mise en service du matériel.

Par dérogation à l'article 30 du GGAG-FCS, INRAE notifiera sa décision d'admission ou de rejet (total ou partiel) du matériel au titulaire à l'issue de ce délai.

A défaut, le matériel est réputé être admis par INRAE. Les décisions d'admission sont prises sous réserves des vices cachés.

En cas de rejet partiel, les deux parties s'entendront pour fixer le délai d'intervention laissé au titulaire et le délai de vérification laissé à INRAE ou le montant des réfections correspondantes.

11. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

11.1. Prix du marché

Ce marché est conclu à prix ferme.

Le présent marché est un marché à prix global et forfaitaire tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) indiquée au devis détaillé.

11.2. Echancier de paiement

L'échéancier des paiements est le suivant :

- 40% à la livraison
- 40% à la mise en service
- 20% à l'admission du matériel (après contre-visite 1 mois après la mise en service).

11.3. Modalités de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article 9.2 du présent document.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

A l'heure actuelle, la transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire
- Le numéro du marché
- Les prestations réalisées ou fournitures livrées
- le numéro du bon de commande
- Le montant HT des prestations ou fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE de Nouvelle Aquitaine Bordeaux.

L'agent Comptable assignataire des paiements est Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Centre INRAE de Nouvelle Aquitaine-Bordeaux.

Afin de mettre en ligne les factures, le n° de SIRET du centre INRAE de Nouvelle-Aquitaine Bordeaux est le : 180 070 039 01274.

Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le règlement sera effectué au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire ci-dessus.

12. AVANCE

Le titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse du titulaire en page 2 du présent document. Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial TTC du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint soixante-cinq pour cent (65%). Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire.

13. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sans objet.

14. GARANTIE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la garantie est fixée à 2 ans à compter de la décision d'admission des fournitures et prestations (pièces, main d'œuvre, frais de transport et déplacement inclus).

Le point de départ de la garantie est la date d'admission de la totalité des prestations soit après la réalisation de la formation et la remise des documentations et manuels techniques.

15. PENALITES

Les pénalités s'appliqueront selon les dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

En cas de retard réitéré, le marché pourra être résilié sans indemnité par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

16. LITIGES

En cas de différend né à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord, le tribunal administratif de Bordeaux est seul compétent.

17. DEROGATIONS

L'article 6.1 du présent CCAP déroge à l'article 33 du GGAG-FCS.

L'article 10 du présent CCAP déroge à l'article 30 du GGAG-FCS.

L'article 14 du présent CCAP déroge à l'article 33 du GGAG-FCS.

Etabli à Villenave d'Ornon, le 13/10/2025

18. ANNEXE : PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

18.1. Exigences réglementaires de confidentialité et sécurisation des données applicables au titulaire et ses sous-traitants

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le CCP. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

18.1.1. Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interopabilite>

18.1.2. Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

18.1.3. Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,
Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

18.1.4. Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformations/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-ppsie/>

18.1.5. Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

18.2. Engagement du titulaire

18.2.1. Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Lors des phases de développement, test et recette, ne pas utiliser les données personnelles réelles contenues dans les bases,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

18.2.2. Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.

18.2.3. Données personnelles dans le cadre de la gestion de la relation contractuelle

Dans tous les cas, les parties s'engagent, dans le cadre de traitement de données à caractère personnel à des fins de gestion de la relation contractuelle et de l'exécution du présent contrat, à respecter le règlement européen EU 2016/679 (GDPR) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que les lois nationales applicables relatives à la protection des données à caractère personnel.

A des fins exclusives de gestion de la relation contractuelle et d'exécution du présent marché, les parties peuvent collecter, stocker, partager et traiter les données personnelles des personnes impliquées dans la gestion et l'exécution du présent marché telles que : nom, téléphone professionnel, adresse professionnelle, fonction, identifiants de connexion.

Les parties prendront toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger et sécuriser ces données. Les parties mettront tout en œuvre pour empêcher tout traitement non autorisé ou illégal de ces données.